

AI Index: PRE 01/196/2010  
15 June 2010

## **Les pays voisins du Kirghizistan doivent ouvrir leurs frontières**

Amnesty International appelle tous les États voisins du Kirghizistan à ouvrir leurs frontières aux milliers de personnes qui tentent désespérément de fuir la violence qui submerge le sud du pays depuis cinq jours.

Cette violence – dont les villes d'Osh et de Djalal-Abad et leurs environs ainsi que les villes et villages de la région abritant d'importantes communautés ouzbeks sont le théâtre – a déjà fait des centaines de morts et des milliers de blessés.

Selon les informations recueillies par Amnesty International, de jeunes hommes armés continuent à parcourir les rues, incendiant des maisons, frappant et tuant, notamment par balle, des personnes qu'ils pensent être des Ouzbeks.

Près de 100 000 personnes, principalement des femmes et des enfants d'origine ouzbèke, auraient fui la violence et se seraient réfugiées en Ouzbékistan, où les autorités tentent de les loger.

« Les autorités ouzbèkes doivent également permettre l'accès sans condition ni entrave des organisations humanitaires internationales, qui disposent des compétences et des ressources nécessaires pour gérer cette arrivée massive de réfugiés, a indiqué Maisy Weicherding, spécialiste de l'Asie centrale à Amnesty International.

« Il faut fournir de toute urgence une aide humanitaire à tous ceux qui ont fui le Kirghizistan pour l'Ouzbékistan, y compris à ceux qui attendent toujours de pouvoir entrer [dans ce pays], recenser et évaluer les besoins de tous en matière de protection, notamment des enfants non accompagnés, et permettre aux familles de se réunir. »

Amnesty International a appris que, même si nombre de ceux qui ont fui la violence sont hébergés dans des tentes, des écoles et d'autres bâtiments publics en Ouzbékistan, certains ne disposent toujours pas d'un logement convenable.

« De la nourriture, de l'eau, un abri, ainsi que des soins médicaux de base doivent être offerts à [toutes ces personnes], et leur sécurité doit être assurée », a ajouté Maisy Weicherding.

Amnesty International est particulièrement inquiète pour la sécurité des personnes qui avaient fui les persécutions en Ouzbékistan au cours des cinq dernières années et avaient obtenu le statut de réfugié au Kirghizistan ou vivaient cachées dans le sud de ce pays, de crainte d'être renvoyées de force en Ouzbékistan.

Ces personnes ne peuvent pas retourner dans leur pays d'origine car elles risquent la torture et de longues peines d'emprisonnement dans des conditions cruelles et inhumaines.

Amnesty International a reçu des informations indiquant que beaucoup d'entre elles craignent désormais pour leur vie et se cachent des bandes armées qui ciblent les Ouzbeks.

« Il est impératif que, dans ce contexte instable et imprévisible, le gouvernement provisoire et les autorités locales du Kirghizistan garantissent une protection suffisante à toutes les personnes présentes dans le pays et, en particulier, aux plus vulnérables, a expliqué Maisy Weicherding.

« Les autorités kirghizes doivent également se préparer à loger et à nourrir les personnes qui fuient du sud vers le nord et auront peut-être aussi besoin d'une aide humanitaire internationale. »